

BILLET

« Dieu et mon droit » (1)

Alain COLDEFY | Amiral (2S).

Quelque 240 ans après la bataille navale de la baie de Chesapeake, le 5 septembre 1781, qui a fondé l'indépendance des États-Unis grâce à la victoire de l'amiral de Grasse sur la marine britannique, prélude à l'action terrestre de Rochambeau et La Fayette auprès de Washington, Joe Biden, avec une ingratitude que l'on avait plutôt coutume d'observer chez nos perfides voisins d'outre-Manche, impose à l'Australie une rupture de contrat avec la France qui est en réalité une rupture de confiance.

Cette mauvaise pièce de théâtre regroupe des protagonistes variés, dont les motivations méritent analyse.

L'Australie a marqué depuis longtemps une aversion pour ce qui touche au nucléaire, civil et militaire. On se souvient des déchaînements antifrançais lors de la dernière série d'essais en 1995 en Polynésie, soit tout de même à une distance de 7 500 km de la capitale Canberra, à rapprocher des essais nucléaires britanniques sur son propre sol qu'elle avait acceptés auparavant ⁽²⁾. Le grand écart semble être une figure pratiquée depuis longtemps. On sait que les escales de navires à propulsion nucléaire sont toujours proscrites dans ce pays.

Il n'était donc pas étonnant que l'appel d'offres de 2016 pour des sous-marins à vocation océanique écartât la propulsion nucléaire. De fait, face à la concurrence allemande et japonaise, Naval Group a remporté un contrat structurant à la faveur de plusieurs facteurs, dont celui de l'expertise mondialement reconnue du fabricant de sous-marins et porte-avions à propulsion nucléaire, signe d'une excellence indéniable. Rappelons que le système de combat était américain, ce qui permettait à ces derniers d'ailleurs d'observer *in situ* nos percées technologiques, exemple déjà connu avec le constructeur espagnol Navantia pour des sous-marins en coopération avec notre industrie navale déjà.

La volte-face australienne est enfin à mesurer à l'aune du défi qu'elle pose aux ingénieurs et aux marins de ce pays qui partent de zéro pour la construction, l'entretien et la mise en œuvre opérationnelle de ces unités – ce sont des centrales nucléaires qui naviguent sans contact avec la terre pendant des semaines.

(1) NDLR : cri de guerre – en français – de la monarchie britannique depuis le règne de Henri V (1413-1422).

(2) NDLR : une douzaine entre 1952 et 1957.



Américains, Anglais et Français pour ne parler que d'eux, ont mis un certain temps à y arriver.

Il va de soi, enfin, que les déploiements opérationnels seront pour longtemps contrôlés par le Pentagone, peut-être même au début avec des officiers de l'*US Navy* à bord ? Puis une base de l'*US Navy* en Australie, le rêve des stratèges du Pentagone... Et qu'au bout du compte c'est un *diktat* politique accepté par les dirigeants australiens.

- Le **Royaume-Uni** cherche de façon parfois pathétique pour un aussi grand pays à continuer d'exister sur la scène internationale. Récemment bafoué par le président Biden à l'occasion du retrait des forces occidentales en Afghanistan, le Premier ministre Johnson s'est lancé dans un projet ambitieux que ses compatriotes qualifient de « churchillien », ses adversaires de « gaullien » d'une « *Global Britain* » perdue.

Dans le cas des sous-marins nucléaires d'attaque, il devrait se souvenir que le défi industriel est énorme. En 2003, selon un rapport officiel de la *RAND* de 2011, l'industrie navale britannique a été incapable de mener à bien le projet de nouveaux sous-marins de la classe *Astute*. Les Anglais ont fait appel aux États-Unis qui ont mis une centaine d'ingénieurs de General Dynamics pour poursuivre le projet. Dans la *Revue stratégique* de mars 2021, Boris Johnson met en avant dans un paragraphe introductif le déploiement du porte-avions *Queen Elisabeth* dans la zone Indo-Pacifique au service d'une présence accrue et ostensible, avec des avions *F-35B* du *Marine Corps* à bord qui ne sont pas interopérables avec les porte-avions américains équipés de *F-35C*.

Pour le reste, c'est également une fuite en avant, avec des mesures destinées à l'opinion publique interne (abandon du système métrique, dénonciation de la France dans la lutte contre l'immigration par voie de mer, mais aussi difficultés d'approvisionnement pour les entreprises et les particuliers en provenance de l'UE).

- Les **États-Unis** mènent une politique conforme à leurs intérêts, ce dont on ne saurait leur faire reproche. Leurs alliés utiles, dont la France et le Royaume-Uni, ne pèsent qu'en fonction de leur propre destin, c'est-à-dire peu et épisodiquement ! Après les attentats du 11 septembre 2001, les alliés de l'Otan ont unanimement voulu mettre en application l'article 5 du traité de l'Alliance et aussitôt essuyé un refus dédaigneux. La France, seule Nation européenne d'importance qui n'a jamais fait la guerre contre eux – à l'opposé de la Grande-Bretagne, de l'Espagne, de l'Italie et de l'Allemagne –, est souvent prise au dépourvu dans de telles circonstances. C'est oublier le camouflet de Suez, le refus de Kennedy – par ailleurs auteur en tant que sénateur en 1959 d'un célèbre « discours d'Alger » anti-français – de faire un *caucus* à trois des puissances nucléaires occidentales, qui a conduit le général de Gaulle à retirer la France de l'organisation militaire intégrée, etc.

Quand leurs intérêts économiques ou financiers sont en jeu, la guerre est également totale : secret bancaire en Suisse contre achat de *F-35*, compétition souvenant biaisée entre Boeing et Airbus (mais les Européens, pour une fois unis, ont gagné). Le plus fort l'emporte. S'agissant du nucléaire, ils créent un précédent qui, à leurs yeux, ne présente pas de risque étant donné l'état démocratique à l'occidentale de l'Australie, ce qui est de bon sens d'ailleurs. Mais dès lors comment s'opposer à ce que d'autres pays comme la Chine et la Russie, voire d'autres encore, ne lancent un processus irréversible de prolifération de centrales nucléaires militaires et à terme d'armements nucléaires. C'est inconséquent. Mais qui le dira ?

- La **Chine**, quant à elle, vient de récupérer sans effort un ou deux jokers pour consolider son influence dans la région face à une attitude anglo-saxonne qui s'affiche ostensiblement agressive.

- L'**Union européenne** n'a toujours rien dit ou presque. On a l'impression que les 26 Nations observent les déboires de la 27^e sans lever le petit doigt... Et on sait que seule la peur partagée est source de mise en commun des capacités et des volontés. Il ne faut pas en arriver là, mais le chemin est rude

- La **France** a réagi fermement par les voies officielles. Il faut s'attendre à ce que le secrétaire d'État américain, parfait francophone, vienne dire quelques mots en français à l'occasion d'un séjour en Europe.

La question qui se pose à nos dirigeants est celle de notre action dans la zone Indo-Pacifique dont tout le monde s'accorde à dire qu'elle est au centre des enjeux mondiaux à court terme. La troisième voie, d'essence gaullienne, est celle d'un positionnement d'acteur du dialogue entre blocs adverses. Elle est toujours possible. Il faut, en premier, se doter des moyens militaires nécessaires pour surveiller et contrôler près de 7 millions de km² de nos zones économiques exclusives – à peu près la surface de l'Australie – et dont les richesses et potentialités qui sont notre propriété sont pillées sans vergogne et sans sanction. Encore un effort dira-t-on, mais il est nécessaire dans notre monde de plus en plus dangereux. Cette présence ainsi affirmée redonnera sa place à la France dans la diplomatie régionale dont elle est nation riveraine. ♦